



*PROMOTION GÉNÉRAL GALLOIS*  
*2016 - 2017*

**La Colombie en marche vers la paix :  
la réussite d'une contre-insurrection ?**



Lieutenant-colonel Pierre-Yves BARDY

Sous la direction du

Docteur Guillaume Lasconjarias

Chercheur au Collège de Défense de l'OTAN

## **RÉSUMÉ**

L'association des trois maux majeurs de la Colombie, à savoir inégalités, narco-trafic et incapacité des gouvernements à résoudre les problèmes politiques, économiques et de sécurité, sont les principales causes du conflit armé colombien. Les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) atteignent leur apogée, en terme de capacité militaire, à la fin du XXème siècle et menacent alors le système démocratique colombien. En 2002, le gouvernement d'Alvaro Uribe développe et met en place la Politique Démocratique de Sécurité et de Défense, une stratégie globale visant à coordonner avec précision les forces militaires et les moyens politiques, économiques et sociaux dans le but de mener une campagne contre-insurrectionnelle efficace.

Après quinze années d'application, alors que le pays a signé un accord de paix le 24 novembre 2016, l'étude de cette politique est pertinente et susceptible de servir de modèle exportable au profit d'autres territoires.

## **ABSTRACT**

The combination of inequalities, narco-trafficking and the inability of a weak government to tackle the political, economic and security issues in Colombia has been the roots of the Colombian armed conflict. The FARC (Revolutionary Armed Forces of Colombia) reached its highest point in military capabilities by the end of the twentieth century and was thus a threat to the Colombian democratic system. In 2002, the government of Alvaro Uribe designed and implemented the Democratic Security and Defense Policy, a comprehensive action which closely coordinates the military tool to political, economical and social means in order to lead a successful counterinsurgency.

After fifteen years of application, and while the country signed a treaty of peace the 24th November 2016, the study of the politics lead by the government is interesting. Furthermore, it can serve as a base model for implementation in some other areas.

## INTRODUCTION

La guerre civile colombienne résiste. Malgré quatre années de négociations à La Havane, l'annonce d'un cessez-le-feu bilatéral signé le 23 juin 2016 sous la supervision de l'ONU et la trêve définitive entrée en vigueur fin août, les Colombiens rejettent, le dimanche 2 octobre 2016, contre tous les sondages, l'accord de paix visant à mettre un terme à plus d'un demi-siècle de conflit (Non à 50,2%<sup>1</sup>). Les raisons de l'échec : un texte trop clément à l'égard des guérilleros, auteurs de nombreuses exactions sur la population. Conséquence, des guérilleros sont tués, les assassinats de responsables paysans et de défenseurs des droits de l'Homme reprennent et contribuent à assombrir le panorama<sup>2</sup>. « Des vies ont été perdues, d'autres sont en danger. Nous nous devons d'agir avec diligence et fermeté pour corriger cette situation », déclare M. Santos.

Le processus de paix se poursuit. « Les FARC réitèrent leur disposition à utiliser les mots comme arme pour construire le futur », déclare Timochenko, leader de la guérilla, quelques heures après les résultats du vote. Le 7 octobre, le prix Nobel de la paix est attribué au président colombien, Juan Manuel Santos : « Je continuerai à rechercher la paix jusqu'à la dernière minute de mon mandat parce que c'est le chemin à suivre pour laisser un pays meilleur à nos enfants ».

Le 24 novembre, les cendres de l'accord de paix rejeté sont encore chaudes lorsque le Sénat approuve un nouvel accord, légèrement modifié ... qui cette fois ne passera pas par la voix référendaire mais par un vote du Congrès. Plus sûr ! « Je reconnais que ce nouvel accord est meilleur car il contient les espoirs et les observations de l'immense majorité des colombiens »<sup>3</sup>, déclare M. Santos. Indéniablement le gouvernement, mais plus encore la guérilla, sont las de ce conflit qui a fait au moins 260.000 morts, 45.000 disparus et 6,8 millions de déplacés depuis 1948<sup>4</sup>.

L'issue semble ainsi inéluctable. Alors qu'à la fin des années 90, les FARC sont au sommet de leur puissance et que la Colombie s'enfonce progressivement dans le chaos, l'application d'une politique volontariste et d'une stratégie contre-insurrectionnelle de 2002 à 2012, la Politique

---

<sup>1</sup> [http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/03/pourquoi-la-colombie-a-vote-non-a-l-accord-de-paix-avec-les-farc\\_5007519\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/03/pourquoi-la-colombie-a-vote-non-a-l-accord-de-paix-avec-les-farc_5007519_3210.html)

<sup>2</sup> <http://www.rfi.fr/ameriques/20170223-colombie-farc-bacrim-assassinats-leaders-sociaux-multiplient>

<sup>3</sup> <https://www.letemps.ch/monde/2016/11/30/senat-colombien-approuve-nouvel-accord-paix-farc>

<sup>4</sup> <http://www.la-croix.com/Monde/Paix-en-Colombie-les-Farc-decretent-un-cessez-le-feu-definitif-2016-08-28-1300785110>

Démocratique de Sécurité et de Défense (PDSB) menée par le président Alvaro Uribe puis poursuivie par son dauphin et successeur José Manuel Santos, permet à la Colombie de sortir progressivement de l'enfer. Désormais, cet État attire progressivement touristes et investisseurs du monde entier.

Le but de la présente étude est d'analyser la politique mise en oeuvre et de mettre en lumière ses éléments les plus pertinents, susceptibles d'être exportés au profit de la résolution d'autres conflits ou de la lutte contre la délinquance de manière générale. Il conviendra de s'appuyer sur des bases théoriques communément admises de la stratégie contre-insurrectionnelle et nous emprunterons, pour ce faire, des modules du corpus doctrinaire français qui seront volontairement simplifiés afin d'être rendus compréhensibles au plus grand nombre.

Ainsi, après un rappel historique permettant de replacer la situation dans son contexte et d'expliquer certains concepts, nous verrons en quoi la stratégie mise en place s'est révélée efficace et enfin quels modes d'action méritent d'être retenus pour une application sur d'autres espaces.



# 1 - HISTOIRE ET THÉORIE

## 11 - L'Histoire colombienne contemporaine

« Cette nation s'appellera Colombie,  
afin de rendre justice et gratitude au créateur de notre hémisphère. »

Simon Bolivar

Depuis son indépendance en 1830, la Colombie est le pays le plus instable de l'Amérique du Sud, en proie à d'incessantes guerres civiles, bien que le régime soit presque toujours demeuré démocratique<sup>5</sup>. « L'ordre et la violence sont toujours allés de pair en Colombie » selon Daniel Pécaut, car « la Colombie n'a pas connu d'unité symbolique de la Nation »<sup>6</sup>. Ces conflits résultent principalement de l'ambition des dirigeants et de leur incapacité à concilier pacifiquement des visions idéologiques différentes : bolivarisme (parti conservateur) et santandérisme (partie libéral). De 1839 à 1902, ce ne sont ainsi pas moins de neuf guerres civiles qui se succèdent, quasiment sans discontinuité.

L'assassinat du dirigeant du parti libéral en 1948 déclenche des émeutes sans précédent, violemment réprimées par le parti conservateur au pouvoir. Ces répressions se transforment progressivement en guerre civile jusqu'en 1953. L'Histoire nommera cette période « La Violencia ». Elle marque profondément le peuple colombien et provoque la naissance de mouvements de guérilleros, d'abord libéraux puis communistes, qui se développeront au gré des coups d'État et exactions menées par les militaires et groupes armés conservateurs.

En 1964, des milices d'auto-défense paysannes proches du parti communiste se regroupent et donnent naissance aux FARC. Ce mouvement marxiste-léniniste d'inspiration bolivarienne se présente comme défenseur des paysans pauvres contre les grands propriétaires et l'État. D'autres mouvements de guérilla suivront : l'ELN (armée de libération nationale), l'EPL (armée populaire de libération), le M19 (mouvement révolutionnaire du 19 avril 1973).

Les FARC se financent initialement par un « impôt révolutionnaire » prélevé sur le bétail puis sur la cocaïne dès l'explosion du narco-trafic dans les années 80, qui se révèle d'ailleurs beaucoup plus lucratif, ainsi que par un véritable business d'enlèvements contre rançons. Forts de ses richesses et

---

<sup>5</sup> Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours, Jean-Pierre Minaudier, L'Harmattan, 1997

<sup>6</sup> <http://www.philomag.com/lactu/breves/daniel-pecaut-lordre-et-la-violence-sont-toujours-allees-de-pair-en-colombie-18389>

face à des gouvernements privilégiant la négociation à la confrontation directe, les FARC se développent, recrutent et conquièrent des territoires : en 2001, environ 18.000 guérilleros contrôlent 42.000 km<sup>2</sup>, soit 3,7% du territoire national, l'équivalent de la Suisse<sup>7</sup>.

Mais la conjonction de l'apport financier du Plan Colombie signé en 2000 et la mise en place de la politique globale portée par Alvaro Uribe dès 2002 signeront le début de la chute de la guérilla.

## **12 - Les principes insurrectionnels, appliqués aux FARC**

Pour correctement appréhender les raisons de l'ascendance des FARC à la fin du XXème siècle et déterminer les facteurs de succès, il convient de s'intéresser à la théorie insurrectionnelle. Selon la Doctrine Interarmées française (DIA) 3.4.4, « une insurrection se définit par les activités d'un groupe ou d'un mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, qui cherche à provoquer le changement politique de l'autorité gouvernant un pays ou une région. Ces activités sont centrées sur la persuasion ou la contrainte de la population en employant la violence et la subversion ».

Les nombreuses études réalisées sur le thème de l'insurrection permettent de dégager des composantes constantes des actions, qualifiés de « principes insurrectionnels ». Chaque principe sera illustré par un exemple issu de l'histoire colombienne contemporaine.

Premier principe : l'existence d'une cause à défendre, le plus souvent portée par une minorité s'opposant à une autorité établie.

L'objectif historique des FARC est la prise de pouvoir par la lutte armée afin d'établir un régime socialiste avec une réforme agraire radicale. Malgré la chute du bloc communiste, cet objectif n'a pas évolué, la situation et les problèmes colombiens demeurant inchangés depuis quarante ans.

Deuxième principe : l'existence d'une structure cohérente et d'une renommée s'appuyant sur des mythes fondateurs.

Les FARC disposent d'une véritable armée, dirigée par un état-major-central, articulée en fronts, colonnes, compagnies, guérillas, escadrilles. Ces dernières, unités élémentaires, comprennent chacune douze hommes (guérillero). Au-delà de l'attaque de la République de Marquetalia le 27

---

<sup>7</sup> Timothy L. Fort, The diplomat in the corner office, Stanford University Press, 2015, p.82.

mai 1964<sup>8</sup>, l'attaque de la base militaire de Las Delicias le 30 août 1996 et la prise de la ville de Mitù, capitale d'une région colombienne le 1er novembre 1998, démontrent l'aptitude des FARC à mener des actions d'ampleur et développent le caractère charismatique des chefs de la rebellion, favorisant la fédération du mouvement.

Troisième principe : la recherche d'un soutien populaire, dans un but de recrutement et d'inversion du rapport de confiance établi entre la population et les autorités au pouvoir.

Dès la prise de contrôle d'un territoire, les FARC prennent la place de l'État et réalisent des opérations de nettoyage social afin d'éliminer l'extorsion, la corruption et le vol.

Quatrième principe : la capacité à proposer aux populations un projet.

Face à un État traditionnellement faible, les FARC promeuvent la justice sociale, la liberté, l'égalité, l'indépendance de la Colombie vis à vis des États-Unis, la prospérité. Pour autant, la transformation progressive de la zone démilitarisée accordée en novembre 1998 en véritable camp retranché afin de partir à la conquête du pouvoir a contribué à développer de la défiance de la part des Colombiens.

Cinquième principe : l'inégalité initiale de la lutte imposant l'emploi de la guérilla.

Profitant d'un terrain montagneux et de la jungle propice aux embuscades et à la dissimulation, les FARC sont passés maîtres dans la vie en condition extrême et au harcèlement des troupes gouvernementales, conduisant à un ascendant psychologique certain sur les militaires.

Sixième principe : disposer d'une zone d'opération favorable à son existence comme au repli en cas de besoin.

Les conquêtes territoriales font parties de la stratégie globale des FARC, leur permettant de mener des actions depuis une base de départ dont l'empreinte logistique sera minimale et idéalement dispersée au sein de la population pour favoriser la dissimulation et éviter les confrontations d'ordre conventionnel. Cette stratégie débute dès 1982<sup>9</sup> et visent à assurer aux FARC plusieurs objectifs : le contrôle des points-clés des axes de communication (lieux de franchissement de la Cordillère des Andes, axes d'importation d'armes et d'exportation de la drogue, etc.), les zones de culture de la coca, les contrées les plus touchées par la crise sociale et économique, les environs de métropoles et

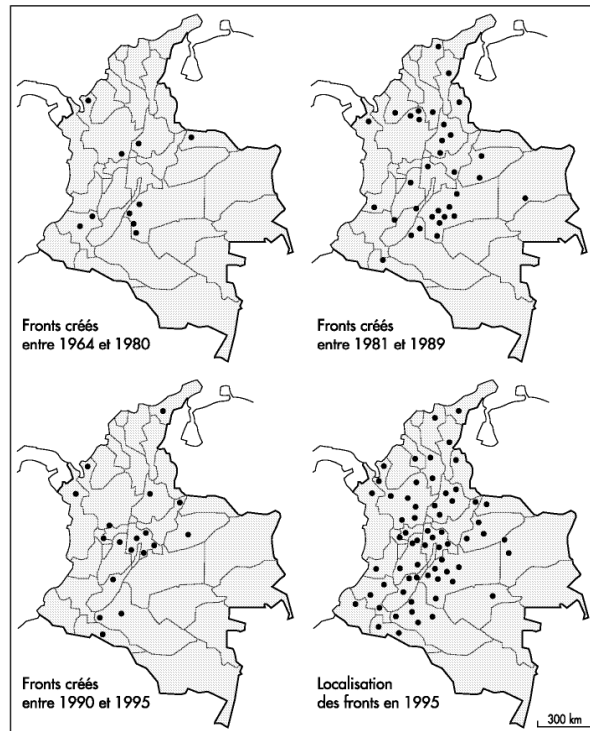
---

<sup>8</sup> Ce jour est considéré par les FARC comme celui de leur fondation.

<sup>9</sup> <https://www.cairn.info/revue-herodote-2006-4-page-9.htm#re3no3>

certaines villes secondaires. Cependant, les FARC ne parviennent pas à fixer leur empreinte au sein des villes car leurs pratiques ne suscitent pas aisément l'adhésion des populations urbaines.

### Carte d'évolution des fronts des FARC (1964-1995)<sup>10</sup>



### Septième principe : la maîtrise du renseignement.

S'appuyant sur des actes de violence ciblés (représailles, exemples) et sur la compromission des citoyens, les FARC font régner la terreur sur leur territoire, leur permettant d'éviter la diffusion du renseignement hors du mouvement et de déceler toute intrusion. L'infiltration de guérilleros dans les zones sous contrôle gouvernemental permet de capter des informations et d'orienter leur action future. Cette pratique s'est particulièrement développée au milieu des années 2000, compte tenu des succès remportés par les militaires colombiens.

La population et le territoire constituent les deux enjeux majeurs de l'insurrection, afin de mettre en place une administration parallèle, préalable indispensable à la prise totale du contrôle de l'État. En effet, l'insurrection doit disposer d'une base populaire ainsi que d'espace afin de satisfaire ses trois

<sup>10</sup> Camilo Echandia, Observatorio para la Paz de la présidence de la République.

besoins vitaux : la logistique, le renseignement et la sûreté. Pour ce faire, elle agit sur la population par l'utilisation de la propagande, de la compromission des citoyens, de la terreur et contre l'État par l'emploi de la guérilla comme mode d'action.

### **13 - La situation en l'an 2000**

Après la contrainte exercée par les États-Unis sur le président libéral Ernesto Samper (1994-1998) le conduisant à renoncer à sa « politique de paix intégrale et de dialogue », le conservateur Andrés Pastrana est élu président le 20 juin 1998. Initialement, il souhaite poursuivre les négociations avec la guérilla et engager un plan de développement économique et social. Adeptes des réformes structurelles et de la rigueur financière, il entraîne rapidement la sympathie de l'administration Clinton et, le 21 septembre 1999 à Washington, au terme d'un entretien avec le président américain, le « Plan pour la Paix, la prospérité et le renforcement de l'État » est conclu et vise à lutter contre la production de drogues et le crime organisé, aider les paysans et encourager les cultures de substitution, renforcer les institutions et désarmer et réinsérer les acteurs armés. Mais dans les faits, ce « Plan Colombie » joue délibérément la guerre. Il permet de massivement développer et moderniser l'armée mais néglige la nature sociale et politique du conflit. Le cœur de cible du Plan est clairement défini : les FARC.<sup>11</sup>

En 2000, la Colombie est un pays ravagé par la violence, la criminalité et les trafics illicites. Les efforts des gouvernements précédents sont portés sur la lutte contre les barons de la drogue. L'État est exsangue et abandonne de vastes portions du territoire aux groupes armés. Les violations des droits de l'Homme sont légions. Les actions menées dans les années 90 contre les cartels de la drogue n'ont pu endiguer une croissance fulgurante de la culture de la coca, dont la production double entre 1995 et 2000 et représente les deux tiers de la production mondiale. Les milliards de dollars générés financent les FARC, qui contrôlent une part importante des cultures illicites. Les groupes paramilitaires d'autodéfense, milices des grands producteurs de bétail censés les protéger de la guérilla, commettent les pires sévices sur la population. La lutte pour le contrôle de ces trafics

---

<sup>11</sup> <https://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/plancolombie>

engendre corruption massive et barbarie, environ 25.000 meurtres et 3.000 enlèvements étant déplorés chaque année<sup>12</sup>.

Les FARC sont, à cette date, une organisation parfaitement structurée, cohérente, efficace et riche. L'état-major général, dont la mission consiste à définir les orientations du mouvement au niveau politique, idéologique et stratégique, est assurée par un collège élu tous les quatre ans par les chefs de front. Sur le terrain, les FARC contrôlent les frontières et les axes d'export de la drogue. Pour autant, leur incapacité à gérer pacifiquement le territoire confié, leurs activités criminelles et les violences commises les privent progressivement du soutien populaire. Qui plus est, les FARC se révèlent incapables de s'affirmer comme force militaire apte à mener des actions de niveau stratégique, montrant leur impuissance à prendre une réelle dimension nationale.

Or, en proposant une solution purement militaire à un problème plus global - cultures illicites, narco-trafic, groupes d'auto-défense, misère, corruption, etc. - qui résiste depuis des décennies à tous les épreuves de force, le Plan Colombie ne résout pas le conflit et aggrave une situation déjà tragique. Perçu comme une déclaration de guerre par les guérillas, de très violentes actions sont menées et la guerre est portée jusqu'aux villes.

---

<sup>12</sup> <http://risal.collectifs.net/spip.php?article176>

## 2 - UNE STRATÉGIE CONTRE-INSURECTIONNELLE EFFICACE

### 21 - Les modes d'action contre-insurrectionnels

Selon la Doctrine Interarmées, « la contre-insurrection (COIN) est l'ensemble des activités politiques, économiques, sociale, militaires, juridiques et psychologiques, institutionnelles ou non, nécessaires pour neutraliser une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction de la population ».

La contre-insurrection impose donc une approche globale dont les objectifs sont les suivants :

- par une action psychologique, regagner la confiance de la population afin de reconstruire le pays, c'est à dire « gagner les coeurs et les esprits »,
- reprendre l'initiative sur le plan militaire et occuper le terrain pour déstructurer la cohérence des insurgés (leur chaîne de commandement) et l'administration parallèle mise en place,
- maîtriser le renseignement dans tous les domaines : adversaire, terrain, population, économie, etc.
- avoir un projet politique sur le long terme et s'y tenir.

*Les dix principes<sup>13</sup> qui suivent déclinent les fondements de la contre-insurrection pour les forces armées intervenantes. Leur respect contribue au succès d'une intervention en contre- insurrection.*

- *S'adapter au contexte local, quel que soit l'échelon ;*
- *Renforcer la crédibilité de la Force en disposant de toute la palette des capacités militaires et en exploitant systématiquement les asymétries positives ;*
- *Prendre et conserver l'ascendant : imposer le rythme décisionnel à l'insurrection et maîtriser le temps opérationnel ;*
- *Saisir les occasions et rechercher la continuité dans l'action ;*
- *Agir dès que possible en soutien des forces locales ;*
- *Planifier et conduire une manœuvre opérative conjointe et « agile » au niveau du théâtre en combinant les actions militaires et d'influence ;*

---

<sup>13</sup> DIA 3.4.4, Section 3, « Principes d'action des forces armées en contre-insurrection », page 41.

- *Exploiter les fragilités et l'hétérogénéité des insurgés, rallier les moins hostiles au processus, marginaliser et neutraliser les irréconciliables ;*
- *Prendre en compte la population : la soustraire à l'influence des insurgés et en particulier, protéger les personnes d'influence positive ;*
- *Rechercher la synergie des actions militaires et civiles à tous les niveaux dans le cadre de l'approche globale ;*
- *Maintenir la violence au plus bas niveau possible en faisant preuve de juste suffisance dans les actions de force et anticipant leurs effets indésirables.*

## **22 - Le réveil de l'État colombien**

« Assurer la sécurité est une valeur fondamentale devenant un instrument indispensable pour la paix et pour le développement du pays. »

Alvaro Uribe

Le 26 mai 2002, Alvaro Uribe, candidat indépendant, est élu dès le premier tour de l'élection présidentielle colombienne avec 53% des voix et un taux de participation de 47%<sup>14</sup>. Son discours de fermeté à l'égard de la guérilla séduit la population qui vit en permanence dans la peur des enlèvements et des homicides, commis autant par les FARC que par les groupes d'autodéfense.

S'appuyant sur une analyse fine de la situation, le président Uribe démontre au peuple colombien sa compréhension des attentes du peuple et définit des buts politiques clairs : consolider et garantir le respect des lois partout en Colombie par le renforcement de l'autorité démocratique, c'est à dire par le libre exercice de l'autorité des institutions démocratiques, l'application efficace de la loi et la participation active des citoyens dans l'intérêt collectif. Ce sont les bases d'une véritable stratégie globale de contre-insurrection afin de rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire : la Politique Démocratique de Sécurité et de Défense (PDSD).

---

<sup>14</sup> <http://www.universalis.fr/evenement/26-mai-2002-election-d-alvaro-uribe-a-la-presidence/>

Pour ce faire, des axes d'effort sont définis :

- coordination des actions gouvernementales,
- consolidation des institutions, en particulier judiciaire, militaire et de sécurité intérieure,
- amélioration du contrôle du territoire national et de la souveraineté, en portant un effort marqué sur la captation du renseignement,
- protection et respect des droits de la population, accroissement de la sécurité,
- communication transparente de l'action de l'État,
- restructuration et développement de l'économie.

Les menaces prioritaires sont déterminées et constituent des objectifs à neutraliser : il s'agit des trafics de drogue, d'armes et d'explosifs ainsi que les circuits occultes de financement et de blanchiment d'argent. Compte tenu de la dimension éminemment internationale de ces trafics, Alvaro Uribe parvient à impliquer les gouvernements des pays frontaliers et des démocraties occidentales. À nouveau, les USA participent financièrement à hauteur de 650 millions de dollars chaque année.

Enfin, dans le monde de l'après-11 septembre 2001 plongé dans la guerre totale contre le terrorisme, afin d'obtenir le soutien de la communauté internationale, le chef de l'État définit explicitement les FARC comme groupe terroriste menaçant directement la démocratie colombienne. Pour ce faire, il s'appuie sur les propos formulés par Kofi Annan en 2001, alors Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies : « Le seul dénominateur commun aux différentes formes de terrorisme est l'utilisation délibérée de la violence meurtrière contre des civils dans un but politique ».

Les trois facteurs clés de succès sont ainsi réunis : objectifs et moyens clairs, adhésion générale, financement assuré, légitimité et soutien de la communauté internationale pour combattre le terrorisme.

## 23 - L'action intégrale

Dynamisée par un chef charismatique et populaire durant huit années - le président Uribe est réélu en 2006 au premier tour avec plus de 62% des voix<sup>15</sup> -, la PDS est une stratégie nationale basée sur la doctrine de l'action intégrale et répond à un cercle vertueux :

Investissements en sécurité ➤ Confiance et stabilité ➤ Investissements privés ➤ Croissance économique ➤ Investissements sociaux ➤ Bien-être sociale et satisfaction des besoins

Les principes de base de l'action intégrale sont définis par l'armée colombienne (*Action intégrale comme concept de stratégie intégrale et intégrée des armées, section de publication de l'armée colombienne, 2002*) :

- Protéger la population et satisfaire ses besoins fondamentaux,
- Permettre aux institutions d'action sociale de collaborer avec la population,
- Unifier les efforts et assurer la coordination entre les différents organismes, en particulier entre les unités militaires et les agences civiles, pour la consolidation du contrôle territorial. Les actions militaires et sociales sont totalement interdépendantes. L'échec d'une de ces deux facettes hypothèque la réussite de l'autre,
- Intégrer l'action sociale pour créer les conditions de la stabilité territoriale,
- Effectuer pour les forces armées et la police des tâches civiles et sociales pour satisfaire les besoins élémentaires de la population,
- Privilégier l'échelon local qui est un élément stratégique de la normalisation.

L'étude de la PDS permet de déterminer que trois facteurs se révèlent déterminants dans sa réussite.

Tout d'abord, constatant l'échec d'une gestion purement militaire, la création en 2004 du Centre de Coordination de l'Action Intégrale (CCAI) se révèle pertinente. Organisme interministériel civilo-militaire regroupant toutes les agences gouvernementales, il est chargé de coordonner et contrôler les actions des différentes administrations aux niveaux national, régional et local. Articulé en un bureau central et des bureaux régionaux, le CCAI doit gérer la réintroduction des institutions de l'État dans les zones de consolidation reprises aux FARC, les groupes d'autodéfense ou les cartels de la drogue, afin de réimplanter l'État de droit. Le centre se comporte parfois comme un état-

---

<sup>15</sup> [http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/077/article\\_44018.asp](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/077/article_44018.asp)

major, capable de prendre en charge la planification et la conduite de certaines opérations. Voici un exemple de sa manière de fonctionner : une unité militaire au niveau tactique identifie des besoins indispensables à la croissance économique d'une ville, les transmet via sa hiérarchie à la CCAI régionale qui recherche les ressources, planifie les tâches et contractualise leur exécution. Si besoin, elle demande le soutien de l'échelon national.

Ensuite, le gouvernement porte un effort important sur le développement des forces spéciales. Formées, entraînées et équipées par les États-Unis, les unités spéciales colombiennes sont qualitatives et capables de mener des actions profondes en jungle. L'armée de l'air est également modernisée, aussi bien dans sa capacité de bombardement que de collecte du renseignement d'origine image. L'élimination de HVT (*high valuable target*) des FARC constitue un des objectifs principaux de ces forces modernes<sup>16</sup>.

Enfin, l'élaboration et la communication externe des statistiques, afin de rendre compte à la population de l'évolution de la politique démocratique de sécurité et de défense et d'obtenir son soutien, se révèlent décisives. En effet, l'administration d'Alvaro Uribe fait preuve d'une transparence inédite en publiant et commentant objectivement et régulièrement les résultats de l'action de l'État, ce qui a pour conséquence une confiance et une adhésion renforcées de la part des colombiens : diffusion des données, émissions télévisées, débats publics, etc.

Tandis que la stratégie de pacification, basée sur le dialogue et la négociation entre le gouvernement colombien et les groupes armés, s'était révélée être un échec, la stratégie contre-insurrectionnelle menée par Alvaro Uribe à partir de 2002 se couronne indéniablement de succès. L'augmentation importante des effectifs de la force publique, qui passent de 313.000 à 442.000 entre 2002 et 2010, l'offensivité de l'État à l'égard des guérilleros et des trafiquants, avec le soutien financier des USA, contribuent à de nombreuses victoires et la reprise par le gouvernement du contrôle de vastes territoires<sup>17</sup>.

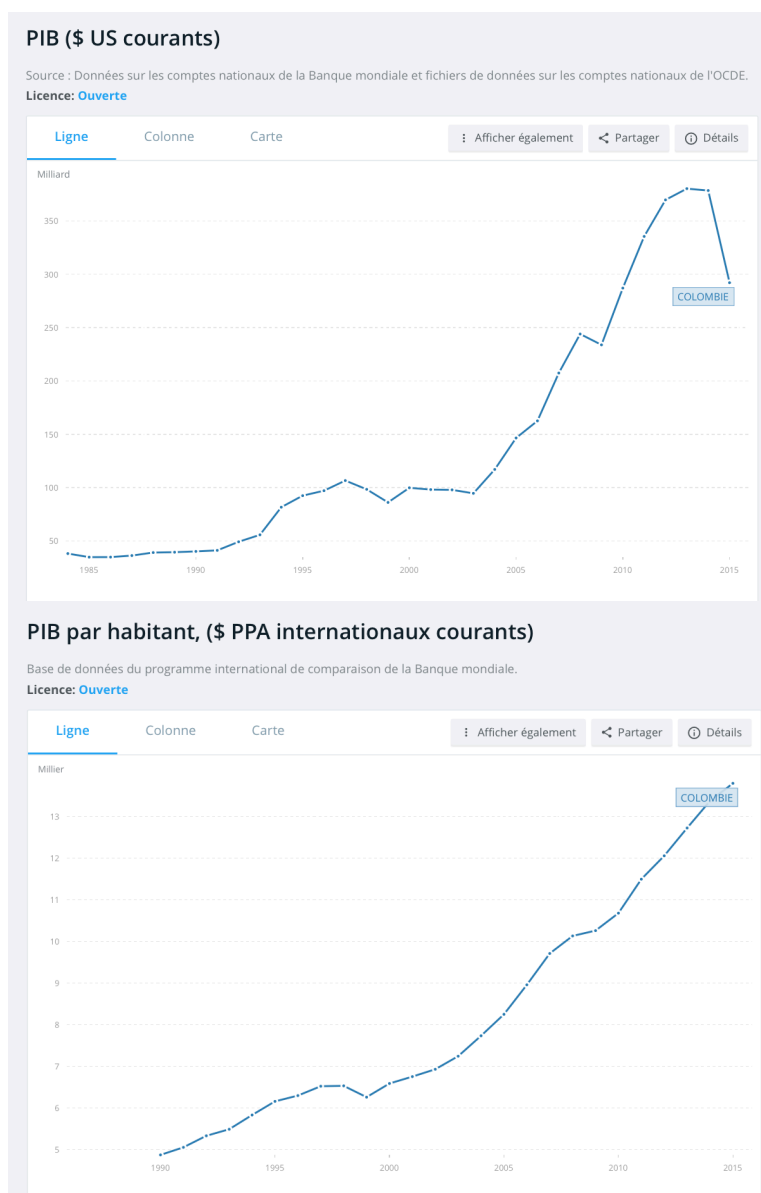
---

<sup>16</sup> Raul Reyes en 2008, Victoire Julio Suarez en 2010, Alfonso Cano en 2011, Jaimito et El Burro en 2013 etc.

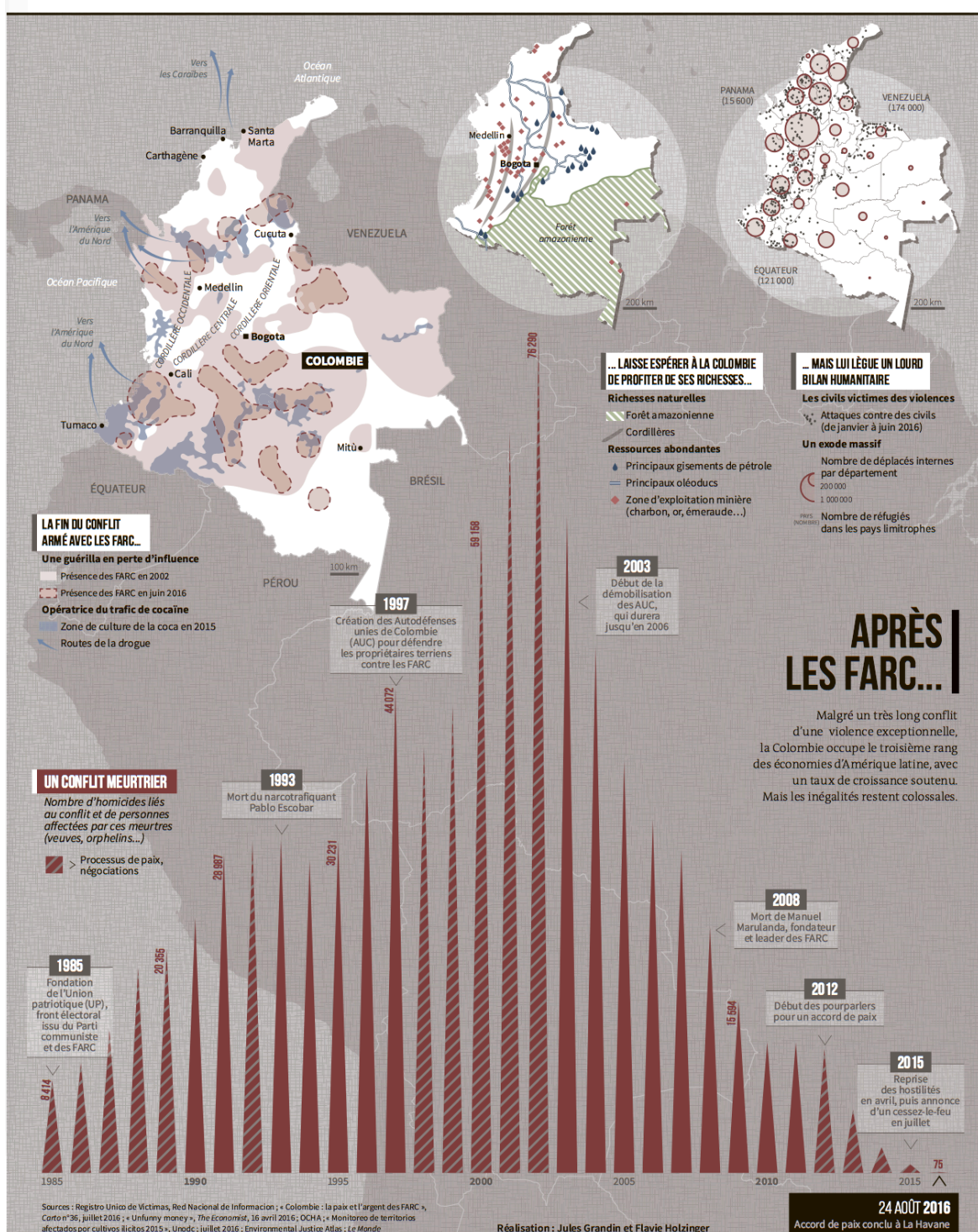
<sup>17</sup> Democratic security and defense, policy : a successful counterinsurgency model, LtC Juvenal Diaz Mateus, US Army Command and General Staff College, février 2012.

Parallèlement, la Loi Justice et Paix, adoptée par le Congrès colombien le 21 juin 2005, permet aux criminels de rendre leurs armes et de n'être condamnés qu'à des peines réduites en échange d'une collaboration avec la Justice. Controversée durant des années compte tenu de la difficile acceptation par l'opinion publique de faveurs accordées à des individus coupables des pires crimes, le bilan en 2009 de cette loi est cependant considéré comme globalement positif<sup>18</sup>.

Ainsi, après avoir stoppé la progression majeure des FARC, la Politique Démocratique de Sécurité et de Défense inverse la tendance : affaiblissement et diminution du nombre de guérillas, réduction générale de la violence, du nombre de meurtres, de massacres et d'enlèvements. Enfin, force est de constater, à la lumière des statistiques extraites de la banque mondiale (*cf infra*), l'indéniable ascension économique depuis le début de XXI<sup>e</sup> siècle.



<sup>18</sup> [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/115/article\\_82771.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/115/article_82771.asp)



Pour autant, il convient de contraster cette réussite. En effet, des études dénoncent l'augmentation des inégalités (pauvreté supérieure en milieu rural, dégradation des conditions sociales), une augmentation de la criminalité en zone urbaine liée à l'effort déployé au profit de la lutte contre les groupes armés illégaux dans les régions reculées, une falsification de certaines statistiques, des violations récurrentes des droits de l'Homme : exécutions extrajudiciaires, disparitions, détentions arbitraires, expropriations.

## 24 - La consolidation puis la normalisation

Quatre années de négociations à La Havane seront nécessaires pour obtenir un cessez-le-feu bilatéral le 23 juin 2016 et la tenue d'un référendum le 2 octobre 2016. Durant ces quatre années, la guérilla se fait globalement discrète, les enlèvements cessent, le taux d'assassinat est divisé par six. La croissance économique est également au rendez-vous. Selon un sondage, le conflit est relégué au septième rang des préoccupations des colombiens.

Contre toute attente, l'accord de paix est rejeté : 50,2% des voix lors du référendum<sup>19</sup>. Il n'est pas aisé de clore un demi-siècle de guerre et l'accord paraît trop clément à l'égard des meurtriers. Mais après l'émotion du résultat, c'est dans l'indifférence qu'un nouvel accord est signé le 24 novembre 2016, avec moins de laxisme pour les guérilleros. Pour autant, la guérilla préserve l'essentiel : la paix n'est pas une reddition mais un moyen de poursuivre la lutte par une autre route : la transformation en parti politique, à l'instar de l'Union Patriotique née en mai 1985 dans le cadre de négociations tentant d'apporter une solution au conflit armé.

L'accord de paix prévoit que les guérilleros déposent les armes dans un délai de 180 jours à partir du 1er décembre, sous la supervision de l'ONU. Au 1er mars, ils auraient dû remettre 30% de leur arsenal, selon le calendrier établi. Mais les opérations ont pris du retard en raison de problèmes logistiques pour rassembler les membres des FARC, souligne le Haut-Commissaire colombien pour la paix, Sergio Jaramillo. Le Congrès colombien vote également en décembre une loi d'amnistie protégeant des milliers de combattants mais ne s'applique toutefois pas aux guérilleros reconnus coupables de crimes de guerre ou d'atteintes aux droits de l'Homme. Enfin, aux termes de l'accord de paix, les FARC auront le droit de former un mouvement politique et pourront se présenter au Congrès à partir de 2018.

« Les FARC sont une émanation de la politique  
et leur but dans le futur est de faire de la politique sans les armes »

Juan Manuel Santos

Les observateurs sont confiants quant à la mise en place d'une paix durable.<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> Accord de paix avec les FARC : la Colombie dans l'incertitude après le « non » au référendum, Marie Delcas, Le Monde, 03 octobre 2016

<sup>20</sup> <https://www.un.org/press/fr/2017/sc12739.doc.htm>

### **3 - UN MODÈLE EXPORTABLE**

Les engagements récents des armées occidentales au Moyen-Orient ont eu pour conséquence l'augmentation sensible des réflexions sur les stratégies contre-insurrectionnelles. La littérature relative à l'application de modèles dans des États-faillis sont donc légions.

En revanche, le cas colombien est atypique car il applique des doctrines militaires au sein même d'une démocratie libérale. L'objet de cette partie est donc d'étudier quels pans de la PDSO pourraient utilement être exportés dans un pays occidental en proie à des problématiques de sécurité, tel la France.

Bien entendu, la France d'aujourd'hui, malgré les actions terroristes dont elle est victime, n'est pas comparable à la Colombie des années 90. Pour autant, les deux premières préoccupations des français sont, depuis plusieurs décennies, la sécurité et la lutte contre le chômage<sup>21</sup>. Ainsi, l'action intégrale, mécanisme qui recherche l'efficacité des politiques publiques afin de reconquérir la sécurité intérieure d'une part, de générer les conditions propices au développement économique et à l'investissement d'autre part, pourrait se révéler être un modèle pertinent, à plus forte raison au sein des territoires caractérisés par une délinquance structurellement enracinée.

En outre, la police nationale colombienne ressemble, dans ses grandes lignes, à la gendarmerie nationale française. Rattachée au ministère de la Défense, forte aujourd'hui d'environ 178.000 hommes, c'est une composante des armées et constitue la principale force de sécurité intérieure du pays. Cible régulière des guérillas durant des décennies, la police a pleinement été intégrée dans la reconquête des territoires menée par le gouvernement Uribe et a indéniablement favorisé le caractère interarmées et interministériel de la doctrine d'action intégrale.

#### **31 - Une approche et une coordination globales indispensables**

En France, la coordination des forces, de toutes origines, constitue un axe d'effort à poursuivre. À l'instar de l'exemple colombien, l'enjeu est de penser la sécurité nationale de manière globale. Cette

---

<sup>21</sup> [http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/26/chomage-et-securite-restant-les-principales-preoccupations-des-francais\\_5003396\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/26/chomage-et-securite-restant-les-principales-preoccupations-des-francais_5003396_823448.html)

approche constitue donc une logique permettant d'agir sans dissonance ni redondance et de dépasser les défenses stériles de pré-carrés ou de tout corporatisme.

Déjà au sein des forces de sécurité, représentant environ un million de personnes (police, gendarmerie, douanes, armées, polices municipales, sécurité civile, etc.), malgré les indéniables efforts consentis, la coordination semble encore largement perfectible : échange de renseignements, inter-opérabilité des matériels, cohérence des déploiements et des zones de compétence pour ne citer que quelques domaines.

De plus, si l'articulation des moyens militaires et civils dans un esprit interministériel est encore insuffisant en France, faire travailler de concert les administrations de sécurité intérieure, extérieure, économiques, judiciaires ou diplomatiques relève parfois de la gageure.

Ainsi, afin de combler les carences et coordonner des actions directement liées à la sécurité, la mise en place d'organes nationaux, déclinés régionalement sous l'égide des préfets et capables d'unifier les doctrines, est pertinent. L'exemple du CCAI constitue à ce titre un exemple intéressant.

Enfin, en vue de répondre au plus près aux préoccupations des citoyens et traiter de manière approfondie les problématiques de sécurité, les collectivités territoriales - au premier rang desquelles les maires - et le service public de la sécurité intérieure doivent s'attaquer aux causes pour mieux prévenir et réprimer la délinquance.

### **32 - La gendarmerie, acteur interministériel incontournable**

La gendarmerie nationale française répond à une double logique sécuritaire : l'occupation d'un vaste territoire (95% du territoire français) et la proximité avec la population<sup>22</sup>. Elle dispose de capacités singulières face aux modes d'action insurrectionnels, élaborées et maîtrisées lors des missions qu'elle effectue au quotidien sur le territoire national et éprouvées lors des régulières opérations extérieures.

---

<sup>22</sup> <http://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr>

Tout d'abord, la maîtrise d'un vaste espace est éminemment complexe et nécessite des connaissances militaires étendues, aussi bien au niveau tactique qu'opératif. La définition du contrôle de zone nous éclaire sur la difficulté de sa mise en oeuvre : interdire à l'adversaire la libre circulation à l'intérieur d'une zone, d'une part en décelant et en surveillant toute infiltration ou mouvement à l'intérieur de cette zone, d'autre part en agissant contre les personnes ou mobiles jugés indésirables. Cette mission nécessite ainsi des moyens matériels conséquents - notamment en transmissions, véhicules routiers et hélicoptères - ainsi que des personnels nombreux et aguerris compte tenu de l'engagement permanent sur le terrain. S'appuyant sur plus de 3.000 brigades territoriales, forte de 100.000 militaires, contrôler 612.000 km<sup>2</sup> relève au quotidien du défi.

En outre, la captation d'informations de proximité et de renseignements, dont l'importance n'est plus à prouver, figure au premier rang des capacités de la gendarmerie. Respectée par la population grâce à des savoir-faire et savoir-être empreints de courtoisie, de professionnalisme et, si nécessaire, d'une juste fermeté, elle dispose indéniablement de la confiance des français. Sa proximité lui permet ainsi de tisser un réseau de contacts pour recueillir les données, la chaîne intégrée d'analyse et d'exploitation se chargeant du traitement des renseignements captés.

Enfin, grâce au triptyque proximité - crédibilité - autorité, la gendarmerie contribue à gagner les coeurs et les esprits et à s'intégrer dans des structures dédiées aux actions auprès des acteurs d'influence impliqués dans la gouvernance des territoires : représentants de l'État, élus, magistrats, présidents d'associations, directeurs d'établissement scolaire, etc. Dans tous les domaines, elle est en mesure de fournir une vision legaliste et sécuritaire complémentaire et d'orienter les actions afin d'atteindre l'effet final recherché.

### **33 - Une sécurité tournée vers les territoires et leurs habitants**

L'exemple colombien démontre la nécessité d'une déconcentration des organismes chargés de la politique globale de la sécurité, tout en conservant une subsidiarité efficace. Cette proximité vise ainsi à apporter aux populations des solutions durables face à leur besoin de sécurité, en lien avec la prise en compte des principales difficultés rencontrées par ces populations dans leur vie quotidienne.

Tout d'abord, l'emploi et le développement de l'activité constituent la priorité. Pour ce faire, il convient de soutenir les entreprises locales et d'attirer l'installation de nouvelles, puis de ramener certains citoyens vers une vie sociale équilibrée par la revalorisation des métiers manuels et la mise en place de formations adaptées.

En Colombie, l'État, par l'intermédiaire du CCAI, investit lui-même mais surtout facilite l'investissement des entreprises étrangères, telles Nestlé ou Glencore, qui participent - non sans intérêt bien entendu - à la relance économique des territoires. Les primes et le suivi médical accordés aux familles qui scolarisent leurs enfants, en particulier en formation d'apprentissage, favorisent la qualification de la jeunesse. En France, la mise en place de zones franches, qui présentent des avantages fiscaux attractifs, parallèlement au développement des lycées professionnels, constituent une voie pertinente.

Ensuite, la recherche de mixité sociale est indispensable, la concentration de populations à faible revenu favorisant la délinquance et les trafics en tous genres.

En Colombie, la reconstruction du tissu social par une politique culturelle spécifique à chaque région s'est révélée efficace car a permis à tous de réapprendre à vivre ensemble. En France, un effort particulier doit ainsi être réalisé afin de valoriser l'urbanisme (déconstruction d'immeubles de type barre ou tour) et l'éloignement des familles dites « difficiles » dans d'autres villes par le biais de l'attribution des logements HLM.

Enfin, des initiatives au profit de l'accompagnement des plus jeunes en dehors de l'école contribuent à leur épanouissement et à la réduction des tensions dans l'espace public. L'action d'associations, en nombre restreint et strictement contrôlées par les municipalités, doit permettre la prise en compte d'une jeunesse dans le domaine du sport ou de l'accès à la culture. Compte tenu de la multiplicité des acteurs nécessaires, ces actions imposent des partenariats efficaces et coordonnés afin qu'elles participent toutes à atteindre l'objectif global fixé.

En Colombie, des journées institutionnelles dédiées à la prévention anti-drogue visent à démontrer les dangers de l'enrôlement chez les narco-trafiquants. En France, le dispositif « Ville, Vie, Vacances » vise à s'occuper des jeunes qui ne partent pas en vacances durant les congés scolaires et à renforcer le lien police-population grâce au volontariat de policiers qui encadrent les activités.

Mais au-delà, l'esprit de défense mérite d'être réinventé afin que chaque citoyen et que la société civile en général, dont les entreprises, se réapproprient et réinvestissent la sécurité. Cette mobilisation est essentielle pour conforter la résilience de la société française aux chocs et aux surprises stratégiques. Le développement de la Garde Nationale française qui vise à soutenir les forces de sécurité intérieures et les armées contribue ainsi concrètement à favoriser la cohésion de la Nation.

## CONCLUSION

Autrefois pays déchiré entre la criminalité organisée, la terreur menée par les guérillas, les crises économiques et la corruption, la Colombie a prouvé que la volonté et l'application d'une méthode globale impliquant tous les acteurs permettaient de résoudre les conflits les plus durablement enracinés. Grâce à l'implication et au dynamisme d'hommes déterminés, la mise en oeuvre d'une stratégie contre-insurrectionnelle efficace et la concentration de moyens et d'efforts pour une cause, la Colombie est aujourd'hui un pays attractif grâce à l'amélioration du niveau général de sécurité. La seule option militaire, répressive, semble vouée à l'échec ; la solution réside dans l'implication coordonnée de tous.

Le cas colombien présente manifestement des similitudes avec de nombreux autres conflits ou, toutes proportions gardées, avec des zones d'insécurité au sein même de pays développés. L'application sur ces territoires d'une stratégie inspirée, et bien sûr adaptée, de la Politique Démocratique de Sécurité et de Défense n'est pas dépourvue de sens. En France, disposer d'une force de police à statut militaire telle la gendarmerie nationale constitue un atout indéniable car, par ses capacités civiles et militaires à intervenir, à conseiller des acteurs institutionnels ou associatifs et à gagner le coeur des populations, elle dispose d'aptitudes à agir sur l'ensemble du spectre et est donc un outil adapté à ce type de stratégie.

Quant à la Colombie, de nouveaux défis se présentent désormais à elle. La paix mérite encore d'être consolidée, la réconciliation nationale nécessitant du temps. Plusieurs générations seront vraisemblablement indispensables pour panser des maux durablement ancrés. De plus, la disparition à la fin des années 1990 des cartels de Medellin et de Cali n'a pas freiné pour autant la culture de la cocaïne en Colombie. Les surfaces cultivées ont augmenté de 44% en 2014 et 39% en 2015, désormais aux mains des cartels mexicains. Enfin, un nouveau fléau ronge le pays : l'extraction illégale de l'or, dans des mines ou par orpaillage, qui constitue aujourd'hui un business plus profitable que celui de la cocaïne. Confrontée à un problème similaire en Guyane Française, la collaboration franco-colombienne ne peut que se renforcer.

## BIBLIOGRAPHIE

- Rapport du Sénat, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, session ordinaire de 2004-2005, Sénateur Michel Guerry, annexe au procès-verbal de la séance du 2 mars 2005.
- Doctrine inter-armées n°3.4.4(A) COIN n°064/DEF/CICDE/NP, Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, 15 avril 2013.
- Accords de paix en Colombie : un processus exemplaire dans un monde débordé par des conflits sans solution, Jean-Jacques Kourliandsky, Iris France, août 2016.
- Colombie, la fin du conflit à l'horizon, Carine Thibaut, CNCD, 1<sup>er</sup> septembre 2016.
- Refonder la sécurité nationale, Institut Montaigne, rapport de septembre 2016.
- Histoire de la Colombie : de la conquête à nos jours, Jean-Pierre Minaudier, L'Harmattan, 1997.
- Timothy L. Fort, The diplomat in the corner office, Stanford University Press, 2015.

### ARTICLES DE PRESSE :

- L'accord de paix enfin signé en Colombie, Benito Perez, Le Courrier, 27 août 2016
- Colombie, Le pari de la paix, Marie Delcas, Le Monde, 5 septembre 2016.
- Accord de paix avec les FARC : la Colombie dans l'incertitude après le « non » au référendum, Marie Delcas, Le Monde, 03 octobre 2016.
- Pourquoi la Colombie a voté « non » à l'accord de paix avec les FARC, Le Monde, 03 octobre 2016.
- En Colombie, le danger va être la tentation des conservateurs de bloquer les changements, Daniel Pécaut, Le Monde, 4 octobre 2016.
- Colombie : le plus ancien conflit des Amériques, Courrier International, 7 octobre 2016.
- Prix Nobel : Juan Manuel Santos, seigneur de guerre et homme de paix, Paulo A. Paranagua, Le Monde, 7 octobre 2016.

- Le non au référendum est un saut dans le vide, Sabine Grandadamn, Courrier International, 13 octobre 2016.
- Le sang et les larmes du Rio Altrato, Le Point, 5 janvier 2017.

### **TRAVAUX UNIVERSITAIRES :**

- Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques, Daniel Pécaut, article de la Revue Hérodote, avril 2006.
- La contre-insurrection en Colombie : Vers une économie politique stratégique, Philippe Dufort, Université du Québec à Montréal, septembre 2008.
- Organizing the return of government to conflict zones : Colombia 2004-2009, Matthew Devlin, Princeton University, Innovations for Successful Societies, 2010.
- Democratic security and defense, policy : a successful counterinsurgency model, Ltc Juvenal Diaz Mateus, US Army Command and General Staff College, février 2012.
- Contre-insurrection ou lutte contre la criminalité ? La Colombie, son armée et les FARC, Guillaume Lasconjarias, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, 26 novembre 2012.
- La reconstruction et le développement des milieux ruraux en période post-conflit : étude de cas de Boyacá, Colombie, 2002-2013, Kelie Lamarre-Bolduc ; Université du Canada à Laval, 2015.
- Colombie : la longue marche vers la paix, Guillaume Lasconjarias, IFRI, Politique étrangère, mars 2016.
- La gendarmerie nationale, un outil de contre-insurrection dans les opérations extérieures contemporaines, Etienne Peltier, Ecole de Guerre, mémoire, 2016.
- The military strategy contribution to the origins of the current peace process in Colombia, Ltc Leonardo Bastos, Joint Services Command and Staff College, juillet 2016.